

*Remplacement du mazout—Loi*

quart des maisons qui ont été améliorées en vertu du programme. En même temps que l'on construisait de nouvelles maisons, bon nombre des anciennes ont été démolies, c'est-à-dire celles qui avaient le plus besoin des programmes d'isolation des maisons et de remplacement du pétrole. La théorie de l'économie d'énergie fait désormais partie de notre vie et les besoins diminuent. Il faut mettre fin au programme PITRC, qui est devenu superflu.

Personne n'a parlé, je crois, du coût de l'inflation ou des fluctuations que celle-ci a subies depuis 1977. J'ai pris la peine de vérifier les statistiques. Le prix de l'essence et de l'électricité ont augmenté de 230 p. 100 et de 170 p. 100 respectivement. Comme l'a dit le député, le prix auquel nous payions auparavant l'électricité était si excessif que l'augmentation n'a pas changé grand-chose. Le prix du mazout a augmenté de 300 p. 100.

Au cours de la même période, le prix des isolants thermiques a augmenté de plus de 50 p. 100. Le pouvoir d'achat du dollar canadien a diminué de beaucoup plus de 50 p. 100. Ainsi, la subvention de \$500 accordée en 1977 ne vaut plus ce qu'elle valait en 1977. D'autre part, le nombre des propriétaires qui voudraient remplacer le mazout par une autre forme d'énergie a presque triplé. Par ailleurs, la subvention a tellement perdu de sa valeur relative qu'elle ne vaut à peu près rien pour ceux qui la reçoivent. Peut-être s'agit-il d'une carotte, mais c'est loin d'être la carotte que c'était en 1977.

Le programme de remplacement du pétrole a vu le jour à une époque où tous les Canadiens étaient aux prises avec l'inflation et à la merci de la menace que constituait le cartel de l'OPEP. C'est cette mentalité inflationniste qui a poussé le gouvernement de ce temps-là à adopter ce programme et à prendre aussi deux autres décisions malheureuses, soit celle de mettre en œuvre le Programme énergétique national qui a ruiné notre secteur pétrolier, et celle de convaincre les agriculteurs d'investir massivement dans l'acquisition de terres. Comme disent les agriculteurs de ma circonscription, «de la terre, il ne s'en fait plus».

Cette acquisition massive de terre que le gouvernement et les banques ont favorisée est à l'origine des énormes difficultés qu'éprouve l'agriculture à l'heure actuelle. Je ne voudrais pas donner à entendre que le Programme canadien de remplacement du pétrole est une initiative aussi malheureuse, mais simplement qu'il a vu le jour dans le même climat psychologique, à une époque où la conjoncture était différente. Nous venions tout juste de nous apercevoir que nous allions être aux prises avec une crise énergétique. Le marasme économique n'avait pas encore resserré son étreinte sur nos entreprises. Je me rends compte que je me suis beaucoup trop attardé au début, monsieur le Président.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Brightwell:** La situation a beaucoup changé. Ces deux programmes ont remporté beaucoup de succès. Ils n'ont plus leur raison d'être. Les nouvelles techniques, notamment pour la mise au point de fournaies à grand rendement, ainsi que l'utilisation de sources énergétiques de remplacement vont favoriser davantage la réalisation de nos objectifs économiques individuels, la préservation de l'environnement et la conservation de nos réserves de pétrole. Je suis sûr que le souci de la

conservation sera maintenu, non seulement en raison de contraintes économiques, mais parce que les Canadiens sérieux sauront exercer leur droit à la libre entreprise.

Pour toutes les raisons que je viens de dire, monsieur le Président, j'appuie volontiers le projet de loi C-24.

● (1520)

**M. Maurice Foster (Algoma):** Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir intervenir au sujet du projet de loi C-24, Loi modifiant la Loi sur l'économie de pétrole et le remplacement du mazout et la Loi sur le programme d'isolation thermique des résidences canadiennes. Ces deux programmes portent sur le remplacement du combustible de type courant par le gaz naturel et sur les mesures d'économie d'énergie prises dans le cadre de la construction de maisons. En fait, tout le programme d'économie d'énergie de l'ancien gouvernement a été l'un des meilleurs programmes du genre jamais mis en œuvre dans un pays. Les observateurs internationaux comme l'OCDE et d'autres organismes internationaux ont jugé que le programme était l'un des plus progressistes, éclairés et efficaces jamais mis en œuvre.

Nous vivons à l'heure actuelle dans un monde où, si l'on en croit les prévisions du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, d'ici trois ou quatre ans, le prix du pétrole sera passé de \$29 américains environ le baril à \$22 ou \$23 américains le baril. Toujours selon ces prévisions, les ressources pétrolières du Canada lui permettront d'être autosuffisant, de façon globale, jusqu'à la fin du siècle. Nous avons été en mesure de faire passer la participation canadienne dans le secteur pétrolier et gazier et dans le secteur énergétique en général à quelque 40 p. 100.

Rappelons-nous cependant la situation à l'automne de 1980 et durant toute l'année 1981. Nous vivions alors dans un monde bien différent. Nous espérions au mieux atteindre l'autarcie énergétique, globale, en 1995. En fait, on a réalisé cet objectif en 1983, ce qui est en soi un miracle. A l'époque on parlait d'atteindre un objectif de 50 p. 100 de participation canadienne d'ici 1990 et en réalité, nous sommes passés de 28 p. 100 en 1980, à près de 40 p. 100 à l'heure actuelle.

Nous avons atteint bon nombre des objectifs du Programme énergétique national grâce aux énormes travaux de prospection et de mise en valeur dans la mer de Beaufort et au large de la côte est. Ces travaux ont été favorisés par le Programme d'encouragements pétroliers et d'autres programmes du gouvernement fédéral. Ce qui est tout aussi important voir plus important, c'est tout le programme d'économie d'énergie dont les programmes PCRP et PITRC étaient des éléments importants. Grâce à certains programmes, des usines de valorisation transformaient les résidus de distillation des usines de Sarnia et Montréal en carburants, en essence et le reste aux fins d'utilisation au Canada. De plus, on utilisait de moins en moins sur la côte est le pétrole en provenance du Moyen-Orient, dont les approvisionnements ne sont pas sûrs, pour le remplacer par du pétrole en provenance du Mexique et du Venezuela. Il faut tenir compte non pas seulement des usines qui servaient à mettre en valeur et transformer les résidus de distillation. Nous devrions aussi tenir compte des programmes de mise en valeur, ceux conçus pour les pétroles lourds de Lloydminster, le bassin sédimentaire de l'Ouest, le projet Syncrude et d'autres projets de la région de Fort McMurray. Certes, cette région comprend d'immenses réserves, mais je me demande si le gouvernement